et des dépenses de la présente année fiscale; mais il est facile de prévoir d'une manière approximative le résultat des opérations fiscales de l'année. Grâce au paiement de la somme de \$551,146.83 par laquelle la cité de Montréal a soldé son emprunt municipal, j'estime que nous aurons cette année un surplus d'environ \$50,000. En déduisant ce surplus du déficit des quatorze exercices antérieurs, nous aurons, le 30 juin prochain, un déficit, non de l'année, mais comme résultat des exercices des quinze années depuis la confédération, de \$665,105.96.

Pendant ces quinze années nous avons dépensé pour la construction ou l'achat de bâtisses les sommes suivantes :

Départements publics.....	\$ 502,259 00
Ecole normale Jacques-Cartier.....	138,348 02
Bureaux à Montréal.....	16,000 00
	<hr/>
	\$656,607 02

Sur les prêts que le gouvernement a faits
il reste encore dû les sommes suivantes :

Pont Dorchester.....	\$ 15,000 00
Asile de Beauport.....	19,000 00
Asile de Saint-Jean-de-Dieu.....	51,000 00
	<hr/>
	\$ 85,000 00
Formant au total de.....	\$741,607 02

Cette somme excède le déficit de \$76,501 06.

Depuis le premier juillet 1874, la province a payé sur les recettes ordinaires une somme de \$4,184,417.62 pour intérêts et amortissement sur ses emprunts.

Ces deux faits, le paiement de \$741,607.02 pour constructions et prêts et celui de \$4,184,417.62 pour intérêts et amortissement, exonèrent les gouvernements conservateurs qui ont dirigé cette province, avec une seule courte interruption, depuis le commencement de la confédération, des accusations d'extravagance dans l'administration publique qu'il est à la mode chez quelques-uns de porter contre eux; car si nous n'avions payé ces sommes pour des bâtisses et des prêts à des institutions publiques et pour intérêts et amortissement sur la dette publique, nous aurions à la fin de la présente année fiscale un surplus accumulé de \$4,260,918.68 au lieu d'un déficit de \$665,105.96.

L'esprit de progrès, qui, nonobstant ce qu'en disent certains détracteurs, existe dans cette province comme dans les autres parties de la Puissance, a porté cette législature d'abord à subventionner d'une manière libérale des compagnies de chemins de fer, et ensuite à faire entreprendre par le gouvernement de la province la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Pour